



Echos du PTM

Lettre d'information



Cellule d'Exécution du Projet de Transport Multimodal (CEPTM)

Publication de la CEPTM, e-mail: ptmrdct@yahoo.com <http://ceptm.hautetfort.com> www.facebook.com/CEPTM Youtube: CEPTM

Mise en œuvre du PTM à la SNCC

Des véhicules et une tractopelle remis à la SNCC par la CEPTM/UPL



Echantillon des véhicules remis à la Direction de Représentation de la Société Nationale de Chemins de fer du Congo (SNCC), à Kinshasa par la CEPTM/UPL.

Trente-Deux (32) véhicules d'exploitation (jeep et pick-up) et une tractopelle, d'une valeur de plus de 1 million de dollars, seront mis à la disposition de la Société Nationale de Chemins de fer du Congo, (SNCC) sur financement de la Banque Mondiale à travers le PTM pour appuyer son redressement. Sous-projet exécuté dans le Katanga par l'Unité de Projet basée à Lubumbashi (UPL).

Le marché de ces véhicules a été attribué aux entreprises CFAO pour le lot composé de jeep, ambulance et pick-up et ITAL Motors pour la livraison des camions.

Une remise symbolique a eu lieu à Kinshasa à la Direction de représentation de la SNCC par la Société CFAO. Le Directeur représentant de la SNCC-Kinshasa a salué ce geste salvateur au re-

gard des besoins de la société dans ce domaine. Aussi, au nom des autres bénéficiaires, il a remercié la Banque Mondiale, le Gouvernement et la Coordination du Projet pour avoir investi d'importants moyens dans la relance de cette Entreprise.

Le Coordinateur de l'UPL, Michel MULONGO, est intervenu pour souligner que l'objectif global visé dans l'exécution du PTM est l'amélioration des conditions de travail de cette société. Celle-ci passe, entre autres, par la réhabilitation du charroi de la SNCC, laquelle aura comme conséquence la célérité et l'efficacité dans l'exploitation ainsi que l'accroissement de la productivité. C'est dans ce cadre que, s'inscrit les acquisitions susmentionnées.

Par ailleurs, le PTM prévoit la réhabilitation de la voie ferrée et l'acquisition du matériel roulant (locomotives, voitures, wagons...).

Appel d'Offres

SERVICES DE CONSULTANTS DEVANT REALISER UNE ETUDE SUR LA REHABILITATION DU BALISAGE DES VOIES NAVIGABLES en RDC

La CEPTM, invite les candidats admissibles (cabinets) à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires, du lundi au vendredi de 9H00 à 16H00, heures locales de Kinshasa, au siège de la CEPTM. Les manifestations d'intérêt, rédigées en langue française, doivent parvenir, de préférence, par courrier ou le cas échéant par e-mail à l'adresse ci-dessous au plus tard le **25 juillet 2012** à 15H00, heure locale de Kinshasa.

SERVICES DE CONSULTANTS DEVANT REALISER LA RECERTIFICATION DES COMPAGNIES AERIENNES en RDC

L'objectif principal de la mission est de procéder au contrôle de navigabilité des aéronefs, à l'inspection des opérations des compagnies aériennes, et au contrôle de l'adéquation de leur personnel en vue de procéder à l'évaluation des compagnies aériennes principales de la RDC et assister l'Autorité de l'Aviation Civile de la RDC à ré-certifier ces compagnies de façon à assurer l'activité de transporteur aérien dans des conditions optimales de sécurité et de sûreté.

La CEPTM, invite les candidats admissibles (cabinets) à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.).

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires, du lundi au vendredi de 9H00 à 16H00, heures locales de Kinshasa, à l'adresse indiquée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt, rédigées en langue française, doivent parvenir, de préférence, au plus tard le **26 juillet 2012** à 15H00, heure locale de Kinshasa.

Le Projet de Transport Multimodal dans la province de l'Equateur



Poignée de main entre le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale en RDC et au Congo Brazzaville, Eustache OUAYORO et le Président du Sénat, Léon KENGO wa Dondo, au milieu le 1er Vice-président du Sénat, Edouard MUKOLO après Echange sur la réalisation des projets financés par la Banque Mondiale dans la Province de l'Equateur

Le samedi 12 mai, à la Maison de France à Kinshasa, a eu lieu un échange de vues entre d'une part, le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour la RDC et le Congo Brazzaville accompagné de son staff et les Coordonnateurs des projets financés par la Banque Mondiale en RDC, et d'autres part, les notabilités, les intellectuels et les acteurs de développement originaires de la Province de l'Equateur.

Parmi ces derniers, l'on pouvait remarquer les présences de Monsieur Léon KENGO wa Dondo, Président du Sénat et de Monsieur Edouard MOKOLO wa Pombo, premier vice-président de la même institution.

Les discussions ont permis à la Banque Mondiale, laquelle s'était mise à l'écoute desdits originaires de la Province de l'Equateur, de faire passer son message sur le partenariat existant avec la RDC. Le Directeur des Opérations de cette institution de Breton-Woods en RDC a, tant soit peu, répondu aux préoccupations soulevées par ses interlocuteurs en stigmatisant qu'il est impossible que celle-ci intervienne partout en RDC, un vaste pays aux multiples besoins. Trois milliards de dollars US engagés pour l'ensemble de la RDC ne peuvent pas régler tous ses problèmes, a-t-il indiqué.

Onze (11) projets financés par la Banque Mondiale ont été présentés aux originaires de l'Equateur pour leur impact dans ladite province. Il s'agit des projets suivants: le Projet Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation et de reconstruction (PMURR), le Projet d'Urgence d'Appui pour l'Amélioration des Conditions de Vie (PUAACV), Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR), le Programme Multisectoriel

de Lutte contre le Sida (PMNLS), le Projet d'Action Social d'Urgence (PASU), le Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Santé (PARSS), le Projet Forêts et Conservation de la Nature (PFCN), le Projet d'Appui au Redressement du Secteur de l'Education (PARSE), Pro Routes, Projet d'appui à la Réhabilitation et à la Relance du secteur agricole (PARRSA) et le Projet de Transport Multimodal (PTM).

Pour le Projet de Transport Multimodal, le Coordonnateur de sa Cellule d'Exécution, Monsieur Lazare DAKAHUDYNO, a fait un riche exposé sur les grands traits du PTM à l'Equateur où deux entreprises bénéficient du financement PTM de l'ordre d'1 millions de dollars. Il s'agit de la Régie des Voies Fluviales (RVF) et de la Régie des Voies Aériennes (RVA), respectivement pour la réhabilitation du balisage sur les rivières de la Lua et la Mongala dans les districts du Nord et du Sud Ubangi, et le développement des aéroports secondaires de Gemena, Mbandaka et Bumba ainsi que l'installation du système ADS-B (un récepteur de positionnement automatique des avions en vol) à l'aéroport de Mbandaka.

Reprenant la parole, le Représentant de la Banque Mondiale, a fait remarquer que, si tout marche bien à terme, le pays n'aura plus besoin des Institutions de Breton-Woods.

Mais pourquoi la RDC a tant besoin de la Banque Mondiale s'est-il interrogé?

Selon lui, le problème de fond en RDC demeure la faiblesse du PIB par habitant qui stagne à 186 dollars. « Il n'est pas normal que la RDC ait actuellement un PIB de 14 milliard de dollars US avec un taux de croissance de 6 % par an. La RDC dispose certes des atouts, entre autres, 80 millions de terres arables, des rivières,...

Malheureusement, le pays importe des vivres alimentaires pour un milliard de dollars US chaque année », a-t-il souligné.

Malgré les difficultés rencontrées notam-

ment dans la province de l'Equateur réputée très pauvre, la RDC peut rester optimiste et transformer ces difficultés en opportunités. Concrètement, a dit Eustache Ouayoro, l'Equateur avec son potentiel agricole peut se positionner demain comme un fournisseur en vivres alimentaires du marché africain. Selon les prévisions, les prix des produits alimentaires vont continuer à connaître une volatilité sur le marché international. Pour lui, le fait que le pays a un PIB de 14 milliards de dollars US à ce jour, trouve sa cause dans le problème de gouvernance. Voilà la raison pour laquelle la Banque mondiale n'accepte pas de corruption dans l'exécution des projets financés par elle. Les fonds des projets de la Banque doivent être gérés avec efficacité et transparence.

« Par rapport à cette problématique de l'aide au développement, la RDC ne doit pas rester éternellement un pays pauvre et assisté. Elle peut devenir un pays prospère », a déclaré le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale en RDC et au Congo Brazzaville. Parmi les solutions en vue, il a proposé que la province de l'Equateur qui est très pauvre se dote d'un plan de développement. « Dans le contexte de la décentralisation amorcée, cela est bien possible. Tous les originaires de l'Equateur devront s'en approprier pour créer les conditions de la croissance économique susceptible de réduire la pauvreté. L'Equateur doit libérer ses forces vives et son énergie pour lutter contre la pauvreté. Au-delà de cette province, la RDC doit aussi faire un effort pour éliminer les contraintes actuelles ». Parmi les contraintes, il y a, entre autres, le fait qu'il faut 65 jours pour créer une entreprise en RDC alors qu'ailleurs il en faut en 3 jours; 58 jours pour avoir un abonnement d'électricité; 44 jours pour exporter; 65 jours pour importer... Tout cela, a-t-il dit, est la conséquence de la corruption présente. Le pays doit à tout prix se débarrasser de ce boulet qu'il traîne. " La RDC a des capacités et des hommes pour se développer ", a fait remarquer le DO de la BM en guise d'exhortation de l'assistance.



Mise en œuvre des activités de lutte contre le VIH/SIDA dans le PTM
Suivi d'engagement des entreprises bénéficiaires du PTM en
faveur de la lutte contre le VIH/SIDA et IST



Le Coordonnateur de la CEPTM, Monsieur Lazare DAKAHUDYNO et les points focaux et Membres des comités de lutte contre le VIH/sida du Ministère des Transports et Voies de Communication et des entreprises bénéficiaires du PTM

Dans le cadre de la mise en œuvre du volet VIH/SIDA au sein des entités et entreprises bénéficiaires du Projet de Transport Multimodal, le Docteur Aimé MBOYO, Consultant en charge du VIH/SIDA de la CEPTM a effectué, du 15 avril au 3 mai 2012, une mission de suivi qui **l'a conduit à Lubumbashi, à Matadi, à Boma et à Kinshasa** auprès des managers de la SNCC (Société Nationale de Chemins de fer du Congo), de la SCTP (Société Congolaise des Transports & des Ports), de la RVF (Régie des Voies Fluviales), de la RVA (Régie des Voies Aériennes) et de la CVM (Congolaise des **Voies Maritimes**) afin d'assurer le suivi de la mise en exécution de l'engagement pris par les Chefs d'entreprises en faveur de la lutte contre le VIH/SIDA et IST lors de la matinée de plaidoyer le 24 février 2012.

Au cours de cette mission, le Docteur a eu des séances de travail avec les responsables de l'Administration, des Services médicaux, de l'Hygiène et Sécurité au Travail ainsi qu'avec les Délégations syndicales de ces différentes entreprises. Il a eu à effectuer aussi des visites des structures sanitaires, question de voir les conditions de prise en charge des personnes infectées par le VIH et/ou malades du Sida.

Des plans d'action intérimaires couvrant les mois de juin à décembre 2012 ont été élaborés avec les Comités VIH/SIDA de la SNCC, de la SCTP/Matadi et de la SCTP/Boma. La proposition pour la composition du Comité VIH/SIDA a été partagée avec la CVM et le

Comité mis en place depuis le 25 mai 2012.

En rappel, les travailleurs, dirigeants d'entreprises, points focaux et membres des comités de lutte contre le VIH/Sida du Ministère des Transports et Voies de Communication et des Entreprises bénéficiaires du PTM se sont engagés à stopper la propagation de cette pandémie dans leurs entités respectives dans l'objectif d'atteindre « *Zéro nouvelle infection, zéro discrimination et zéro décès dû au VIH/Sida dans les entreprises bénéficiaires du PTM* », comme dit dans leur déclaration finale à l'Atelier de mise à niveau des points focaux et des membres de comités de lutte contre le VIH/SIDA du Ministère des Transports et Voies de Communication et des entreprises bénéficiant du financement de la Banque Mondiale à travers le PTM.

Après trois jours des travaux, les participants à cette session organisée par la CEPTM ont recommandé à la Banque Mondiale de soutenir financièrement les actions de lutte contre le VIH/sida qu'ils vont mener à la SNCC, à la CVM, à la SCPT, à la RVA et à la RVF aujourd'hui dans la situation de précarité financière. La même recommandation a été adressée au Ministère des Transports et Voies de Communication pour qu'il demande aux chefs d'entreprises de pourvoir une allocation budgétaire dans le cadre de cette lutte : « Nous demandons à la CEPTM de nous accompagner dans la sensibilisation des agents et dans la mise en œuvre des politiques et plans d'action de lutte contre le VIH/Sida », a indiqué le Docteur Chantal MILOLO, la Porte-parole des participants et Point focal pour la lutte contre le VIH/Sida à la SNCC.

A cette même occasion, ils ont exprimé leur ferme volonté de restructurer les différents comités de lutte contre le VIH/sida en vue de redynamiser leurs actions sur terrain.

Ils ont aussi réaffirmé leur détermination à mettre à contribution les connaissances apprises lors de cette session, pour mener à bien la lutte contre le VIH/Sida dans les entreprises bénéficiant du PTM.

Le Coordonnateur de la CEPTM, Lazare DAKAHUDYNO a promis de transmettre toutes les recommandations à qui de droit. « *Nous à la CEPTM, nous faisons de vos recommandations nos préoccupations* » a-t-il précisé. Il a appelé les points focaux et membres des comités de lutte contre le VIH/Sida dans les entreprises bénéficiant du PTM à travailler pour que ce volet puisse atteindre ses objectifs à la fin du projet en 2015.

Selon Monsieur Lazare DAKAHUDYNO, « *la relance des activités des entreprises du secteur de transport grâce au PTM permettra non seulement de désenclaver, d'interconnecter plusieurs coins du pays et accroître la circulation de personnes et des biens, mais aussi peut accentuer le risque de propagation du VIH/sida à cause de la mobilité croissante et du brassage des personnes de différents horizons* ».

Les points focaux et Membres des comités de lutte contre le VIH/sida du Ministère des Transports et Voies de Communication et des entreprises bénéficiaires du PTM, se préparent à adopter un plan d'action sur le VIH/Sida grâce à un programme mis en place par la CEPTM.

Echos du PTM

Lettre d'information

Editeur - Directeur de Publication

Lazare DAKAHUDYNO

Coordonnateur de la CEPTM

Superviseur de Rédaction

Barnabé MBEMBA

Responsable Suivi et Evaluation

Michel MULONGO

Coordinateur UPL

Rédacteur

Emmanuel PWETO K Kyriakos

Responsable de Communication

Adresse:

372, avenue colonel Mondjiba,
c/o BCECO, Complexe UTEXAFRICA,
Kinshasa/Ngaliema.

Tel.: (+243)998170415

(+243)810300861

E-mail: ptmrdct@yahoo.com

Www.facebook.com/CEPTM

Blog: <http://ceptm.hautetfort.com>

Youtube: CEPTM-Tv